

«ANALYSE SOCIOPOLITIQUE DE L'EMERGENCE DES PARTIS POLITIQUES AU MALI

- **Balla FOFANA**

Enseignant-chercheur,

(223) 76.11.61.16

Faculté des Sciences humaines et des Sciences de l'Éducation (FSHSE),

Université Yambo Ouologuem de Bamako (UYOB).

fofanaballa40@yahoo.fr

Résumé :

Les 28,1% des enquêtés, attestent que l'émergence des partis politiques est due au manque de conscience citoyenne. En effet, 24,0% des enquêtés pensent que l'émergence des partis politiques est due à une présumée démocratisation du Mali.

Par ailleurs, les 39,6% des enquêtés manifestent leur mécontentement à l'encontre des politiques de trente dernières années de la vie démocratique. Ils demandent aux Autorités actuelles de réformer la Charte des partis politiques, diminuer le nombre de partis et d'abroger la Loi concernant le financement des partis politiques maliens. En effet, les enquêtés demandent aux Autorités de procéder à une éducation citoyenne à la citoyenneté à tous les niveaux scolaires et universitaires.

Ainsi, pour pallier la faiblesse de la conscience citoyenne au Mali, il faut l'éducation citoyenne aux droits et devoirs, la diminution de nombre de partis politiques, la réforme de la Charte des partis et l'abrogation de la Loi relative au financement des partis politiques.

Mots clés : *Mali, émergence, partis, éducation citoyenne.*

Summary:

28.1% of respondents attest that the emergence of political parties is due to a lack of civic awareness. Indeed, 24.0% of respondents believe that the emergence of political parties is due to a supposed democratization of Mali.

Furthermore, 39.6% of respondents expressed their dissatisfaction with the policies of the last thirty years of democratic life. They called on the current authorities to reform the Charter of Political Parties, reduce the number of parties, and repeal the Law on the Financing of Malian Political Parties. Indeed, respondents called on the authorities to provide civic education at all school and university levels.

Thus, to overcome the weakness of civic awareness in Mali, civic education on rights and duties, the reduction of the number of political parties, the reform of the Charter of Parties and the repeal of the Law relating to the financing of political parties are necessary.

Keywords: *Mali, emergence, parties, civic education.*

Introduction

Dans une dimension historique, la démocratie est née dans la cité grecque autour du VI^e au IV^e siècle avant Jésus Christ. En effet, c'est un régime politique selon lequel la souveraineté appartient au peuple, etc. Quant à la gouvernance traditionnelle, elle remonte en Afrique de l'ouest au III^e siècle de notre ère : il s'agit de l'Empire du Ghana. En effet, il existait des gouvernances traditionnelles plus même ou moins organisées avant l'Empire du Ghana comme Bagana et autres. En outre, la démocratie ouest africaine spécifiquement celle malienne, remonte aux années 1991 et elle est officialisée lors de la proclamation de la Constitution du 25 février 1992. À cet effet, de 1992 à nos jours, le nombre des partis et formations politiques maliens dépassent plus de deux cents (200).

De surcroit, cette création anarchique des formations et des partis politiques n'ont pas été un garant pour abrégé la souffrance de la population malienne. Il y a lieu de s'interroger sur les desseins des formations politiques et des partis politiques maliens dans le cadre du développement social, culturel, politique et économique du pays. La création d'une kyrielle des formations et partis politiques au Mali, a-t-elle amoindri la souffrance de la population ? Quelle est la cause de l'incivisme au Mali ? Pourquoi l'enseignement de « **l'identité** » n'est-il pas introduit dans les programmes scolaires et universitaires maliens afin de pallier l'incivisme ?

1. Méthodologie

Pour Paul N'dal : « La méthodologie rappelle le cadre opératoire construit, les matériels humains ou autres, sur lequel a porté l'étude ainsi que les instruments de collecte des données » (N'da, 2015 :43).

1.1 Populations enquêtées

Les populations retenues pour cette étude sont les acteurs sociaux, les acteurs politiques et la société civile. Ils sont suffisamment expérimentés de pouvoir nous fournir des informations concernant la

problématique de l'émergence des formations et partis politiques au Mali. L'enquête sur le terrain s'est déroulée du 1^{er} janvier au 28 février 2025.

1.2 Échantillon

La technique de l'échantillonnage par quotas que nous avons choisie est appliquée aux trois (03) couches sociales qui sont directement concernées par cette étude. Ce choix nous a permis d'aborder toutes les populations qui sont concernées par cette étude. C'est la raison pour laquelle nous l'avons choisi, car c'est une technique très fiable pour le choix d'un échantillon, etc.

Par surcroit, les populations cibles sont les fonctionnaires, les non fonctionnaires, les jeunes diplômés et les leaders politiques. À cet effet, la taille de l'échantillon et les techniques de sondage :

$$n = \frac{t^2 \times p(1 - p)}{e^2}$$

La taille de l'échantillon est fixée à 96 individus répartis entre les trois (03) couches sociales concernées par les effets des politiques de l'emploi au Mali, soit **32** individus par couche sociale. Elle a été déterminée par la méthode des proportions et calculée de la façon suivante:

- ✓ **n**= taille de l'échantillon attendu ;
- ✓ **t**= niveau de confiance déduit du taux de confiance (traditionnellement **1,96** pour un taux de confiance de **95%**), loi normale centrée réduite ;
- ✓ **p**= proportion estimative de la population présentant la caractéristique étudiée dans l'étude ;
- ✓ **e**=marge d'erreur (traditionnellement fixée à **5%**).

Ainsi, **n**= 1,96 x 1,96 x 0,5 (1-0,5) / (0,05 x 0,05) = **384**. Alors, **384x0,25=96** individus, hommes et femmes. (Thèse de B Fofana, avril 2022). La taille de l'échantillon par strate fixée à l'identique (**32** acteurs sociaux, **32** acteurs politiques et **32** membres de la société civile) permet d'une représentativité de toutes les populations concernées par cette problématique.

Tableau 1 : relatif aux strates concernées par le multipartisme

SEXES	Acteurs sociaux	Acteurs politiques	Membres société civile	TOTAUX
Hommes	16	16	16	48
Femmes	16	16	16	48
Total	32	32	32	96

Source : Dr B Fofana, février 2025.

À l'issue de cette étude, chaque strate de la société est représentée par 32 individus, soit 32 acteurs sociaux, 32 individus acteurs politiques et 32 membres de la société civile, ce qui fait un total de 96 personnes de notre échantillon.

De surcroît, le logiciel que nous avons choisi pour le traitement des données est le Sphinx, car il est un logiciel qui permet de traiter rapidement des données en sciences sociales, d'où le choix dudit logiciel. C'est un logiciel qui nous permet de faire le choix parmi les différents types de figures, histogrammes, tableaux, et autres, d'où le choix.

1.3 Instruments de recueil des données

En vue de recueillir les données nécessaires à cette étude, nous avons puisé nos informations dans la recherche documentaire dont les références bibliographiques rendent compte. Nous avons également utilisé un questionnaire pour tous les enquêtés et ces deux techniques ont été complétées par l'observation.

1.3.1 Recherche documentaire

La recherche documentaire a consisté à recourir aux documents dans une dimension de mieux appréhender l'objectif recherché par le chercheur. En effet, au cours de la rédaction de notre sujet, nous avons procédé à la recherche documentaire dans la bibliothèque nationale du Mali et procédé à une recherche webographie, etc.

1.3.2 Enquête par questionnaire

L'enquête a permis non seulement de mesurer des opinions ou des comportements, de décrire les caractéristiques d'une population ayant une opinion ou un comportement, mais aussi, elle se rattache à une vision strictement positive et empiriste, inspirée des sciences de la nature. Au-delà du simple décompte d'individus émettant une opinion ou faisant état d'un comportement, elle vise à tester des hypothèses et à illustrer des théories par la mise en évidence de corrélation entre des variables (Hebel, 2017 :4).

L'enquête par questionnaire a toujours pour objectif de mesurer un phénomène et de chercher les relations que celui-ci entretient avec d'autres types des données de manière à pouvoir expliquer l'objet étudié. L'utilisation des chiffres n'a donc pas seulement une fonction descriptive, de mesure de la réalité objective à un moment donné, plutôt elle a une fonction explicative, à partir de l'étude des relations statistiques entre les données (Jourdain et Naulin 2011 :14).

1.3.3 Observation

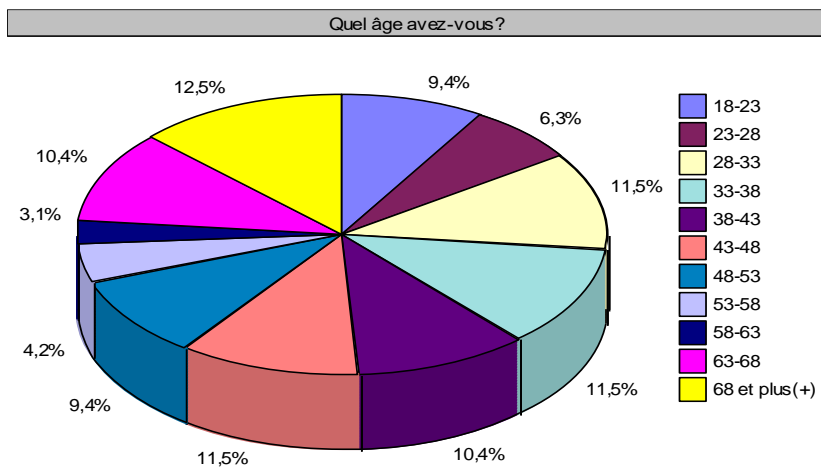
L'observation est une constatation exacte d'un fait à l'aide de moyens d'investigation et d'étude appropriés à cette constatation. (Grawitz, 2004 :230). Nous précisons que notre observation était directe, car nous assistons sempiternellement à la création anarchique des formations et des partis politiques à la veille des élections au Mali. L'observation est une technique efficace qui permet au chercheur d'être aux côtés de son objet d'étude afin de le comprendre davantage.

1.4 Modes de traitement des données

Nous avons procédé par un élagage des informations et nous avons choisi la méthode quantitative, fondée sur la technique de quota. Cette technique de quota nous a permis d'avoir un échantillon représentatif relatif à la population enquêtée puis elle nous a permis d'élaborer notre questionnaire auquel nous avons utilisé pour aborder nos enquêtés avec des questions ouvertes, semi-fermées. Après avoir recueilli les données sur le terrain, nous avons procédé au dépouillement et au traitement des données aux dépens du logiciel Sphinx. Le Sphinx est un logiciel très efficace en matière de traitement des données statistiques, c'est pourquoi nous l'avons choisi, etc.

2.1 Résultats

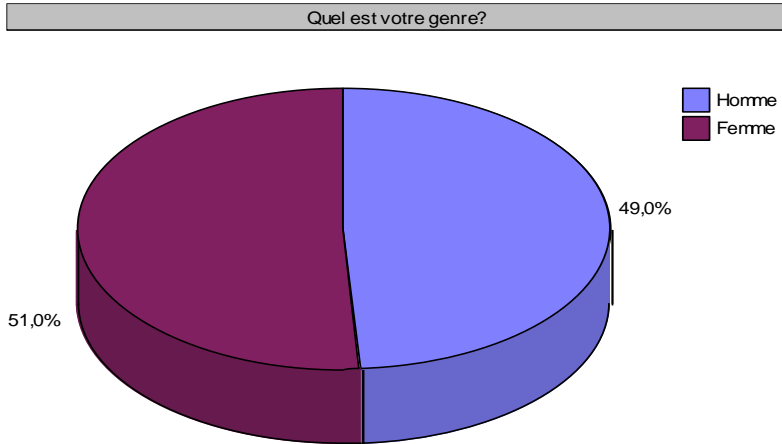
Q1 relatif à la tranche d'âge des enquêtés



Source : Dr B Fofana, février 2025.

À l'issue de ce graphique, il s'avère que l'âge réel au Mali pour participer aux processus électoraux varie entre 18 à 23 ans, c'est-à-dire l'âge requis pour voter est de 18 ans. En effet, la participation aux opérations de vote suscite un engouement chez les acteurs sociaux et cela varie de 68 ans et plus (+) surtout s'ils ont leur dévolu sur un candidat présumé nationaliste.

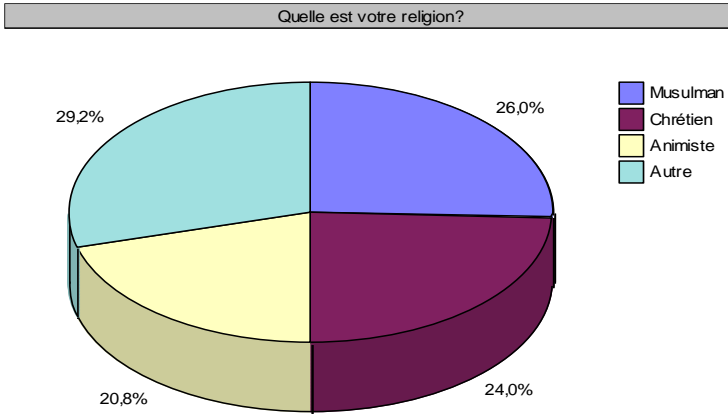
Q2 relatif au genre des enquêtés



Source : Dr B Fofana, février 2025.

Le graphique relatif au genre des enquêtés, illustre que les hommes répondants sont 47 soit 49%. Quant aux femmes, elles sont 49 soit 51%. Cet écart peut être expliqué à un engouement des femmes lors des opérations de vote, car les différents candidats comptent sur l'électorat féminin, etc.

Q3 relatif à la croyance religieuse des enquêtés

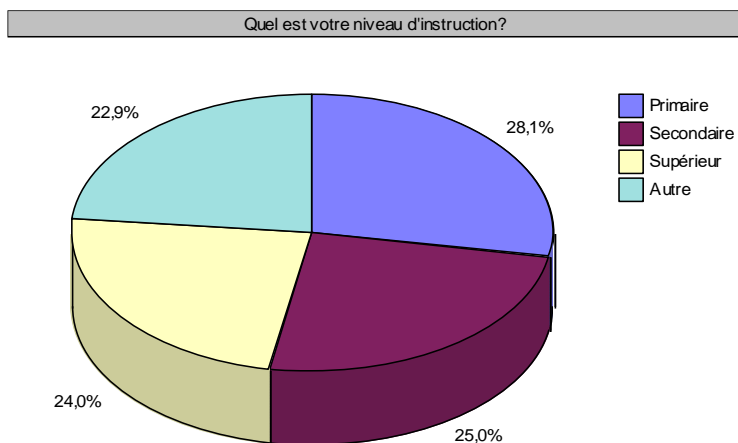


Source : Dr B Fofana, février 2025.

À travers ce graphique, il est observable que les enquêtés sont musulmans, chrétiens, animistes et autres. En effet, 26% sont musulmans, 24% sont chrétiens et 20,8% sont animistes.

Quant aux autres, ils sont 29,2%. Il s'agit des enquêtés qui pratiquent deux religions à la fois, c'est-à-dire ils sont musulmans et animistes concomitamment soit chrétiens et animistes.

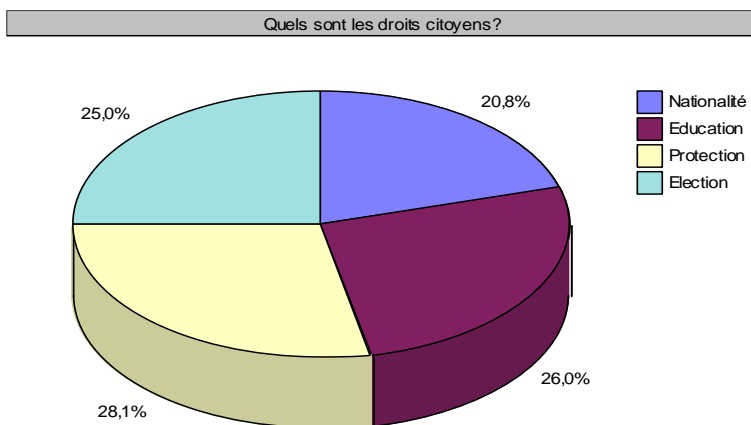
Q4 relatif au niveau d'instruction des enquêtés



Source : Dr B Fofana, février 2025.

Ce faisant, 28,1% des enquêtés ont le niveau d'études primaires et 25% des enquêtés ont le niveau d'études secondaires. À cet effet, 24% des enquêtés ont le niveau d'études supérieures et les 22,9% des enquêtés ont fréquenté l'école coranique. Ainsi, il est illustré à travers ce graphique que tous les enquêtés ont les niveaux d'instruction variables, car d'aucuns ont fréquenté l'école occidentale et d'autres ont fréquenté l'école coranique.

Q5 relatif aux droits citoyens dans une acception démocratique au Mali

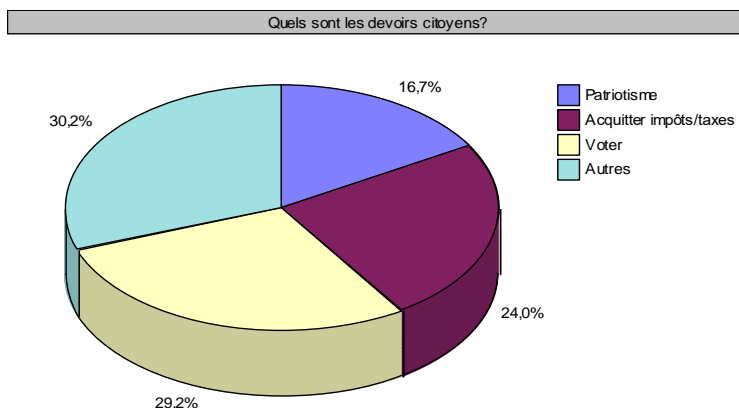


Source : Dr B Fofana, février 2025.

Les enquêtés attestent que les droits citoyens se confondent tantôt avec les devoirs citoyens. En effet, 28,1% des enquêtés pensent que le premier droit d'un citoyen est sa protection juridique par son État. La protection d'un citoyen par son État garantit la nationalité, l'éducation, l'emploi et la possibilité d'être éligible lors des processus électoraux. Par surcroît, 26% des enquêtés pensent que l'égalité des citoyens dans la sphère éducative permet de comprendre et de défendre les intérêts vitaux d'une nation. Il s'agit de défendre l'indépendance, l'intégrité territoriale, la souveraineté, la forme républicaine, les institutions, la diplomatie, etc. Et 25% des enquêtés pensent que l'organisation des élections libres et transparentes d'un président de la république garantit la protection, l'éducation et la nationalité d'un citoyen. Un président élu à l'issue d'une élection libre et crédible garantit tous les droits citoyens.

Aussi, 20,8% des enquêtés pensent qu'un président souche de son pays garantit tous les droits citoyens. Par exemple, un président issu de naturalisation, pourrait bafouer tous les droits citoyens. Ainsi, les premiers droits citoyens sont : la protection, l'éducation, participation aux processus électoraux, la nationalité, etc.

Q6 relatif aux devoirs citoyens au Mali

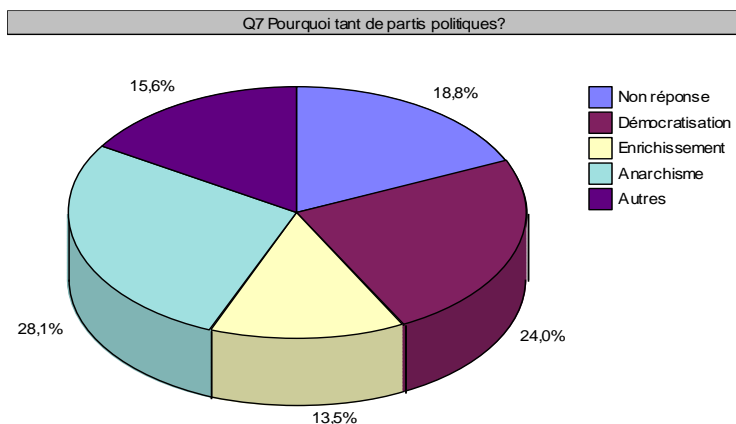


Source : Dr B Fofana, février 2025.

Les 30,2% des enquêtés pensent que les premiers devoirs citoyens sont la défense de l'honneur, la dignité et les intérêts vitaux de la nation, etc. Néanmoins, les 29,2% des enquêtés pensent que le premier devoir citoyen est la participation aux processus électoraux, car cela permettra l'élection d'un leader politique consciencieux et patriote, etc. Les 24,0% des enquêtés attestent que le premier devoir citoyen est le paiement intégral, mensuel et annuel des impôts et des taxes des citoyens, etc.

Par ailleurs, les 16,7% des enquêtés pensent que le patriotisme permet aux citoyens de s'acquitter leurs impôts et taxes sans condition. En effet, le patriotisme est un remède au détournement des deniers publics. Ainsi, l'éducation citoyenne à la démocratie et à la citoyenneté permettront aux citoyens d'aimer, de défendre les intérêts vitaux, défendre l'honneur et la dignité de leur patrie. En effet, l'éducation citoyenne à la démocratie et à la citoyenneté permettent aux citoyens de s'acquitter de leurs impôts et taxes et de s'éloigner de toute idée du détournement des deniers publics.

Q7 relatif à l'émergence des formations et partis politiques

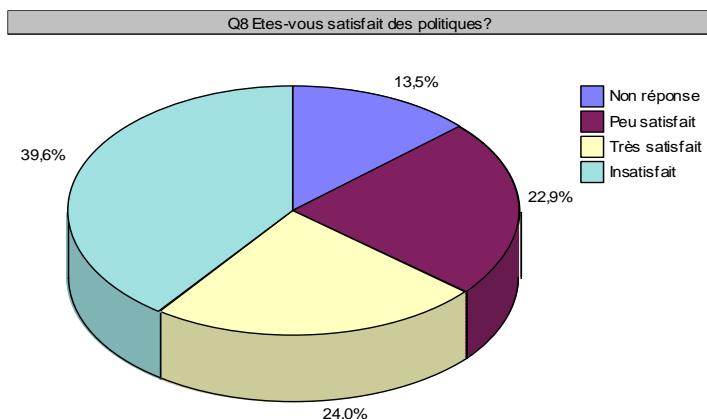


Source : Dr B Fofana, février 2025.

Ce faisant, 28,1% des enquêtés attestent que l'émergence des formations et partis politiques est due au manque de conscience citoyenne. En effet, la création anarchique des formations politiques et des partis politiques est due à un manque d'éducation citoyenne à la démocratie et à la citoyenneté. En plus, les 24,0% des enquêtés estiment que l'émergence des formations et partis politiques a pour but de démocratiser le pays. Les 15,6% des enquêtés pensent que l'émergence des formations politiques et des partis politiques a pour but d'avoir une mainmise sur l'économie nationale. De surcroît, il fut observable pendant les trente dernières années du multipartisme malien : la répartition des postes ministériels et certaines ressources nationales entre les leaders politiques. Les 13,5% des enquêtés pensent que le but de la création des formations politiques et des partis politiques pour les leaders politiques est de s'enrichir aux dépens des impôts et des taxes des contribuables citoyens.

Ainsi, l'éducation citoyenne à la démocratie et à la citoyenneté consolide le patriotisme et pallie le détournement des deniers publics dans la sphère de la gouvernance.

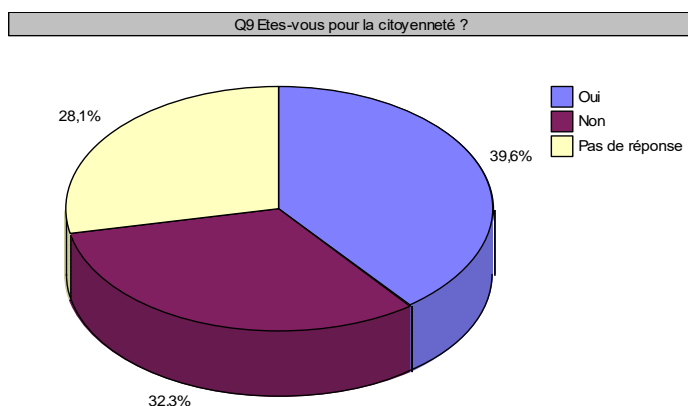
Q8 relatif à la satisfaction des formations politiques et des partis politiques maliens



Source : Dr B Fofana, février 2025.

Les 39,6% des enquêtés attestent qu'ils sont insatisfaits des politiques maliens de trente dernières années de la vie démocratique. En effet, les politiques de trente dernières années se caractérisent par le laisser-aller, la perte de conscience citoyenne, la vente de drogue, le terrorisme, etc. Néanmoins, les 24,0% des enquêtés confirment leur satisfaction de trente dernières années de la vie démocratique malienne, car les politiques publiques sont observables dans la sphère sanitaire, sociale, routière, etc. Les 22,9% des enquêtés estiment qu'ils sont peu satisfaits aux politiques publiques des politiques de trente dernières années, car elles sont défailtantes dans la sphère sécuritaire, énergétique, administrative, etc. Ainsi, la plupart des enquêtés expriment leur désarroi à l'encontre des leaders politiques maliens de trente dernières années de la vie démocratique à cause de la défaillance sécuritaire, administrative, etc.

Q9 relatif à l'éducation citoyenne à la citoyenneté

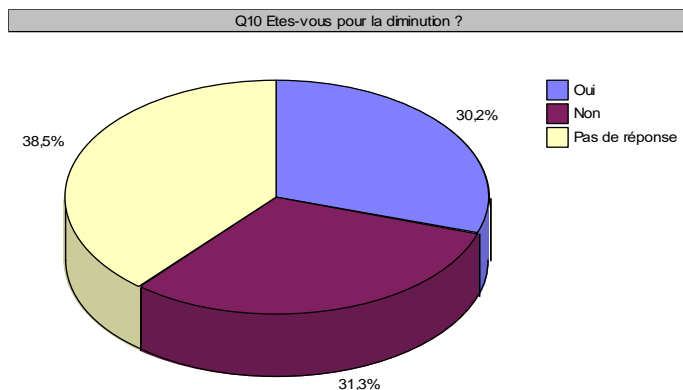


Source : Dr B Fofana, février 2025.

À travers le graphique, il s'avère que les 39,6% des enquêtés sont d'accord à l'éducation des acteurs sociaux et des acteurs politiques à la citoyenneté. L'éducation à la citoyenneté permet aux citoyens de comprendre leurs droits et devoirs pour leur nation. Par contre, les 32,3% des enquêtés ne sont pas d'accord au programme de l'éducation citoyenne, car les textes juridiques sont là pour changer les comportements des citoyens.

Ils prônent le renforcement des textes juridiques et leur application afin de changer les attitudes des citoyens. Les 28,1% des enquêtés ont préféré s'abstenir sur la problématique à cause de leur désarroi à l'encontre des décideurs politiques de trente dernières années de la vie démocratique malienne. Ainsi, la plupart des enquêtés estiment que l'éducation citoyenne à la citoyenneté, le renforcement des textes juridiques et leur application stricte afin que les citoyens changent des comportements pour le bonheur de la patrie.

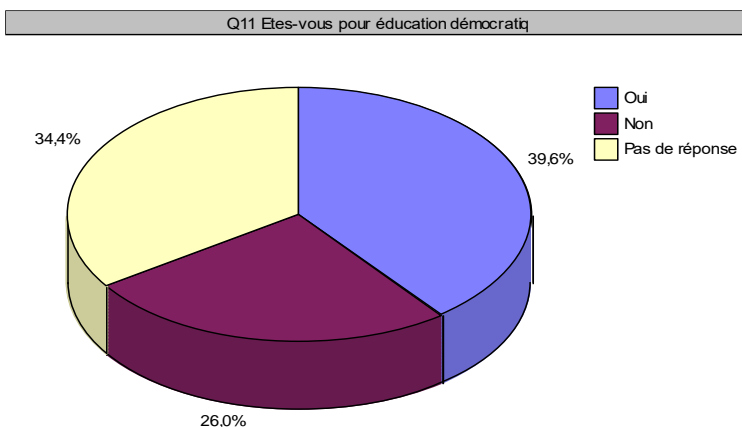
Q10 relatif à la diminution de nombre de formations politiques et des partis politiques



Source : Dr B Fofana, février 2025.

Les 38,5% des enquêtés ont préféré s'abstenir sur la question. Aussi, les 31,3% des enquêtés confirment leur contestation à la diminution de nombre de formations politiques et des partis politiques. Ils prônent la réforme de la Charte des partis politiques et la révision de la loi électorale. Les 30,2% des enquêtés attestent qu'il est nécessaire de diminuer le nombre de partis politiques maliens, car certains partis politiques n'ont pas un projet de société. La finalité de la plupart des leaders des partis politiques maliens est la quête de financement pour leurs propres besoins personnels. Ainsi, la plupart des enquêtés estiment que l'État doit réformer la Charte des partis politiques et réviser la loi électorale afin de contrôler la création anarchique des partis politiques.

Q11 relatif à l'éducation citoyenne à la démocratie et au développement local



Source : Dr B Fofana, février 2025.

Les 39,6% des enquêtés approuvent l'éducation citoyenne à la démocratie et au développement local, car elle permet aux citoyens de comprendre leurs droits et devoirs dans un processus démocratique. En effet, les leaders des partis politiques acquièrent de financement afin qu'ils forment leurs bases aux principes démocratiques et même aux processus électoraux, etc.

Par ailleurs, les 34,4% des enquêtés ont refusé de se prononcer sur cette problématique à cause de leur désarroi à l'encontre des décideurs politiques maliens de trente dernières années de la vie démocratique. À cet effet, tous les problèmes des politiques de trente dernières années étaient l'inapplicabilité des textes au Mali. Ainsi, la plupart des enquêtés considèrent que l'éducation citoyenne à la démocratie et au développement local est une bonne chose à condition qu'il ait un suivi-évaluation de chaque formation.

2.2 Discussion des résultats

Conformément aux résultats obtenus à l'issue de cette étude, il s'avère que les formations et partis politiques maliens sont créés dans une optique de la conquête des postes politiques. À cet effet, certaines

difficultés sont d'ordre financier, immobilier et électoral, car les élections présidentielles, législatives, etc. sont toujours financées par les bailleurs de fonds et par une partie du budget national. Le financement des élections maliennes par les bailleurs de fonds a une grande incidence sur la diplomatie. De surcroît, l'affaiblissement de la politique étrangère a une grande influence sur la destinée d'une nation, d'où la conjoncture malienne. Les pays ouest africains ont perdu leurs souverainetés aux profits des aides conditionnées à la soumission des lois dictées par la France et ses partenaires. La situation actuelle du Mali dans un contexte social, politique et économique est une véritable illustration des attitudes des politiques de trente dernières années de la vie démocratique.

De même, les cotisations des membres des formations et partis politiques doivent constituer leurs sources de revenu et non le financement en provenance de divers horizons. En effet, les financements tous azimuts compromettent la crédibilité des leaders des formations et partis politiques, d'où la défaillance des politiques de trente dernières années de la vie démocratique malienne. Une sortie des pays ouest africains dans l'ornière notamment le Mali, exige une conscientisation massive des acteurs politiques, des acteurs sociaux et autres, d'accepter de s'autofinancer pendant les périodes électorales afin de recouvrer la souveraineté nationale. Ainsi, il est nécessaire de s'interroger si les Institutions politiques sont conformes aux coutumes et mœurs africaines spécifiquement maliennes, car elles sont les sources des tensions communautaires, de la vente de drogue, du terrorisme, de la perte de conscience citoyenne, etc.

Conclusion

Dans une dynamique de clarifier les causes et les conséquences d'émergence des formations et partis politiques au Mali que nous avons abordé cette thématique. Il s'avère que l'émergence des partis politiques au Mali est due à la perte de conscience citoyenne et la réelle volonté d'enrichissement personnel des leaders politiques. L'émergence des partis politiques au nom de la démocratie n'a pas été un gage pour abrégé la souffrance de la population malienne. C'est la raison pour laquelle la plupart des répondants suggèrent l'État de procéder à la diminution de nombre de partis politiques maliens, car ils n'apportent

rien à la population. L'enseignement de la citoyenneté et de l'identité seront un gage pour pallier l'incivisme et renforcer le patriotisme. En effet, la connaissance des droits et devoirs de tout citoyen est un vecteur de développement social, culturel, politique et économique d'une nation. Les lecteurs attentifs remarqueront que notre travail a des lacunes, car nous n'avons pas abordé tous les aspects de la vie démocratique au Mali. En effet, nous n'avons pas abordé les comportements des guides religieux de trente dernières années de la vie démocratique, car ils passent tantôt comme les lobbyistes à l'encontre des leaders politiques qui se sont succédé au Mali.

Pailleurs, notre recherche pourrait fournir des pistes d'intervention pour les Autorités actuelles afin de revoir la Charte des partis politiques et de réformer le Code électoral dans une optique d'assainir la sphère sociale, politique, culturelle et économique du Mali.

Références bibliographiques:

- **Dictionnaire universel**, Éditions Hachette, Paris, 2002, pp.140-220 ;
- **Dr Fofana B**, (2019) :« Analyse organisationnelle des élections présidentielles au Mali de 1992 à 2018», *Sankofa, Revue ivoirienne des arts et de la culture n°16, juin 2019* pp.6-17 ;
- **Jourdain A et Naulin S** (2011), *Héritage et transmission dans la sociologie de Pierre Bourdieu, Idées économiques et sociales, N°166*, pp.6-14 ;
- **Grawitz M** (2004), *Lexique des sciences sociales*, Éditions Dalloz, Paris, pp.40-230 ;
- **N'da P** (2015), *Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines : Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel, et son article*, Éditions Harmattan, Paris, pp.17-210 ;
- **Nay O** (2011), *Lexique de science politique : vie et institutions politiques*, Éditions Dalloz, Paris, pp.40-180 ;
- **Hebel P** (2017), « Consommation et modes de vie » ; *Cahier de Recherche, CREDOC Paris, N°291*, pp.1-4 ;
- [Http://www.matcl.gov.ml/IMG/pdf/liste des élus 2009](http://www.matcl.gov.ml/IMG/pdf/liste_des_élus_2009). Consulté, le 20 février 2025.

Annexe :

- **Bagana est un ancien royaume des Kakolos/Kagoros** biens avant l'Empire du Ghana. Le territoire de Bagana comprenait : Nioro du Sahel, Nema, Walata, Goumbou, Kaarta, Bakounou, Sokolo et jusqu'au territoire des Sarakhollés et Bozos, c'est-à-dire Dia et Massina/Macina (actuel Mali).